Bergue; car les Résolutions des États Généraux qui paroissent sur cette grande affaire, sont toutes concertées à Londres avant d'être communiquées aux Ministres des Puissances qui les attendent. Il en paroît une nouvelle de cette nature qui a été remise au Comte d'Uhlefeld & au Marquis de Fenelon au commencement de Novembre: Elle porte en substance " que les États Généraux avoient été les
 „ premiers qui avoient fait aux Cours de Vienne
 „ & de Versailles, & même à celle de Londres
 „ les plus vives remontrances, que l'ouverture de
 „ la succession de *Quilliers* & de *Bergues*, trouble-
 „ roit un jour toute l'Europe, si l'on n'y pourvoyoit
 „ éventuellement par des Traités solides & par une
 „ garantie suffisante, & que pour cette cause il étoit
 „ indispensablement nécessaire de prévenir ce mal
 „ par un Traité provisionnel, de sorte que L. H.
 „ P. avoient posé le fondement de la Convention
 „ à laquelle on avoit travaillé jusqu'ici, & qu'au
 „ reste leur intention n'étoit pas encore de s'en
 „ écarter, mais de se tenir inviolablement au pre-
 „ mier plan; qu'il s'agissoit uniquement de l'union
 „ des Cours de Vienne & de Versailles avec l'An-
 „ gleterre & la République, pour convenir des
 „ mesures à prendre par rapport aux Garnisons
 „ pendant les deux années stipulées pour l'accom-
 „ modement. „

Cette affaire de la succession litigieuse se pousse présentement avec beaucoup de vivacité, sur-tout de la part du Roi de Prusse, dont le Ministre auprès de l'Etat est dans de grands mouvemens. Celui que ce Monarque a à Vienne met aussi tout en œuvre à cet égard. Voici la teneur d'un mémoire répandu dans ces Provinces qu'il présenta aux Ministres de l'Empereur au mois de Novembre.

„ Le haut Ministère de S. M. Imp. & Cath.

„ aura